



DIRECTION DES TRANSPORTS ET DE LA  
PROTECTION DU PUBLIC

Paris, le **27 JUIN 2017**

SOUS-DIRECTION DE LA SECURITE DU PUBLIC

Bureau des Etablissements Recevant du Public

Aff. suivie par : Jacques Dardol

Tél. : 01.49.96.36.06

Mél. : [pp-dtpp-sdsp-berp-qualite@interieur.gouv.fr](mailto:pp-dtpp-sdsp-berp-qualite@interieur.gouv.fr)

Nos réf. : 15.0.00.1016 // 5-6-906

N° : 6859

PJ : une

**LRAR**

Monsieur,

La commission de sécurité de la préfecture de police a procédé, le 15 mai 2017, à la visite périodique de l'établissement dont vous assumez la responsabilité, ***L'ECOLE NATIONALE DU GENIE RURAL DES EAUX ET FORETS*** situé 19, avenue du Maine à Paris 15<sup>ème</sup>.

Il s'agit d'un établissement recevant du public de 4<sup>ème</sup> catégorie de type R avec activités secondaires de types L et X, susceptible de recevoir un effectif total de 140 personnes, dont 80 au titre du personnel et plus de 100 personnes en étage.

Compte tenu de l'avis favorable proposé par la commission de sécurité à l'issue de sa visite et validé par la délégation permanente de la commission de sécurité et d'accessibilité lors de sa séance du 23 mai 2017, **j'autorise la poursuite de l'exploitation** de cet établissement.

Conformément aux dispositions du code de la construction et de l'habitation (CCH), notamment les articles R.123-27 et R.123-48, je vous invite à réaliser les mesures proposées par la commission de sécurité dans le procès-verbal joint, en vue d'améliorer les conditions de sécurité de l'établissement.

La réalisation de ces mesures sera vérifiée au plus tard lors de la prochaine visite périodique.

Par ailleurs, votre établissement étant classé en 4<sup>ème</sup> catégorie, conformément aux dispositions des articles L. 111-7 et suivants et R. 111-19-31 et suivants du code de la construction et de l'habitation, vous devez, si vous ne vous êtes pas déjà acquitté de cette démarche :

.../...

**ECOLE NATIONALE DU GENIE  
RURAL DES EAUX ET FORETS  
A l'attention de M. Alexandre PERY  
Directeur de l'établissement  
19, avenue du Maine  
75015 PARIS**

REPUBLIQUE FRANÇAISE  
*Liberté Egalité Fraternité*



PRÉFECTURE DE POLICE - 9, boulevard du Palais - 75195 PARIS CEDEX 04 - Tél. : 01 53 71 53 71 ou 01 53 73 53 73

Serveur vocal : 08 91 01 22 22 (0,225 € la minute)

<http://www.prefecture-police-paris.interieur.gouv.fr> – mél : [courriel.prefecturepoliceparis@interieur.gouv.fr](mailto:courriel.prefecturepoliceparis@interieur.gouv.fr)



- me faire parvenir dans les plus brefs délais une attestation d'accessibilité émanant d'un technicien agréé ou d'un architecte et rappelant les éventuelles dérogations obtenues ;
- à défaut, déposer un agenda d'accessibilité programmée (Ad'AP).

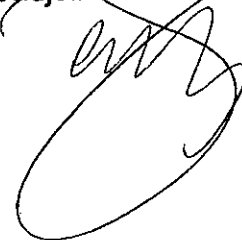
Pour plus d'informations, je vous invite à consulter les sites dédiés à l'accessibilité :

-[www.accessibilite.gouv.fr](http://www.accessibilite.gouv.fr) ;  
-[www.ecologique-solidaire.gouv.fr](http://www.ecologique-solidaire.gouv.fr)

Je vous remercie de l'attention que vous porterez à ce courrier et vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

P/le Préfet de police  
par délégation

**L'adjoint au chef de pôle**



**Stéphane BERTRAND**

NOTA : Conformément aux dispositions de l'article L. 111-7-10 du CCH, "l'absence, non justifiée, de dépôt du projet d'agenda d'accessibilité programmée dans les délais prévus à l'article L. 111-7-6 est sanctionnée par une sanction pécuniaire forfaitaire de 1 500 € quand l'agenda porte sur un seul établissement dont l'effectif du public est inférieur au seuil mentionné au II de l'article L. 111-7-7 et de 5 000 € dans les autres cas. La durée du dépassement est imputée sur la durée de l'agenda d'accessibilité programmée."



VU PAR LA DÉLÉGATION

23 MAI 2017

DIRECTION DES TRANSPORTS  
ET DE LA PROTECTION DU PUBLIC  
Sous-Direction de la Sécurité du Public  
BUREAU DES ÉTABLISSEMENTS  
RECEVANT DU PUBLIC

SECRETARIAT

assuré par :

Pascal PLANCHIN

## PROCES-VERBAL

PREFECTURE DE POLICE  
DIRECTION DES TRANSPORTS  
ET DE LA PROTECTION DU PUBLIC

L'an deux mille dix-sept

Le lundi quinze mai

A quatorze heures

GROUPE DE VISITE  
DE LA PREFECTURE DE POLICE

Il est rappelé que lors de sa visite, le groupe de visite procède à un examen ponctuel de l'établissement et des installations techniques concourant à la sécurité contre l'incendie. Cette visite n'a pas un caractère exhaustif.

ECOLE NATIONALE DU GENIE  
RURAL DES EAUX ET FORETS  
ENGREF  
19 AVENUE DU MAINE  
75015 PARIS

Conformément aux dispositions de l'article R.123-43 du code de la construction et de l'habitation, les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus chacun en ce qui le concerne de s'assurer que les installations ou équipements sont maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions du règlement de sécurité prévues à l'article R.123-12 du code de la construction et de l'habitation.

En tout état de cause, le chef d'établissement reste seul responsable de la sécurité de ses locaux.

ISERP : N° 15.0.00.1016

📁 : N° 5.6.906

☎ : 01.45.49.88.00

REPUBLIQUE FRANCAISE  
Liberté Egalité Fraternité



PREFECTURE DE POLICE  
DIRECTION DES TRANSPORTS  
ET DE LA PROTECTION DU PUBLIC

GROUPE DE VISITE  
DE LA PREFECTURE DE POLICE

ECOLE NATIONALE DU GENIE  
RURAL DES EAUX ET FORETS  
ENGREF  
19 AVENUE DU MAINE  
75015 PARIS

L'an deux mille dix-sept

Le lundi quinze mai

A quatorze heures

*Poursuivant le procès-verbal*

**Participaient à la visite :**

Pour le service des architectes de sécurité

M. Pascal PLANCHIN , architecte de sécurité chargé du 15<sup>e</sup> arrondissement.

Pour le SISPRI

Mme Marie-Hélène CACCIAGUERRA technicienne

**Assistaient également à la visite :**

M. Alexandre PERY, directeur du centre Agro Paris Tech, responsable de l'établissement

M. Emmanuel GROSSETETE, assistant de prévention du centre.

Mme Emmanuel MATHONNAT responsable administratif et financier

M Patrick POTIER technicien de Maintenance

\*\*\*\*\*

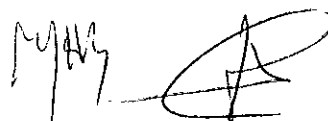
Le groupe de visite avait pour mission de procéder ce jour à la visite de contrôle périodique de l'ECOLE NATIONALE DU GENIE RURAL DES EAUX ET FORETS - ENGREF - inclus dans le centre Agro Paris Tech (qui est un établissement public scientifique, culturel et professionnel), sis 19 AVENUE DU MAINE à Paris 15<sup>e</sup>.

Il s'agit d'un établissement de droit public, classé en 4<sup>e</sup> catégorie de type R avec activités de type L et X, susceptible de recevoir un effectif total de 140 personnes dont 80 de personnel et plus de 100 personnes en étage.

L'établissement, installé dans un bâtiment élevé de 4 étages sur rez-de-chaussée et 2 niveaux de sous-sol, est aménagé de la manière suivante :

- au 4<sup>e</sup> étage : centre de documentation, bureaux, archives du CDI dans les combles ;
- du 3<sup>e</sup> au 1<sup>er</sup> étages : 10 salles de cours et bureaux de l'administration ;
- à l'entresol (partiel) : deux logements de fonction, une salle informatique et des bureaux ;

REPUBLIQUE FRANCAISE  
Liberté Egalité Fraternité





PREFECTURE DE POLICE  
DIRECTION DES TRANSPORTS  
ET DE LA PROTECTION DU PUBLIC

GROUPE DE VISITE  
DE LA PREFECTURE DE POLICE

ECOLE NATIONALE DU GENIE  
RURAL DES EAUX ET FORETS  
ENGREF  
19 AVENUE DU MAINE  
75015 PARIS

L'an deux mille dix-sept

Le lundi quinze vendredi onze mai

A neuf heures trente

*Poursuivant le procès-verbal*

- au rez-de-chaussée : un amphithéâtre de 120 places, gymnase, bureaux associatifs et de service technique, atelier de reprographie, cafétéria avec mezzanine ;
- au 1<sup>er</sup> sous-sol : bassin de piscine désaffecté, locaux techniques (TGBT, local machinerie ascenseur), ateliers et réserves ;
- au 2<sup>e</sup> sous-sol : chaufferie gaz, réserves, archives, local traitement d'eau désaffecté.

Les étages sont desservis par deux escaliers, dont un escalier principal de 2 UP non encloisonné mais désenfumé, et un escalier secondaire de 2 UP encloisonné et désenfumé, aboutissant à rez-de-chaussée à une porte de sortie de 1 UP.

Au rez de chaussée, l'établissement dispose de 2 sorties sur l'extérieur totalisant 3 UP.

L'amphithéâtre comporte 2 dégagements dont l'un de 4 UP sur le hall du rez-de-chaussée et l'autre directement sur l'extérieur. Les logements de fonction du 1<sup>er</sup> étage sont desservis par un 3<sup>e</sup> escalier indépendant aboutissant au 15 avenue du Maine.

L'établissement est équipé en outre des installations techniques et de sécurité suivantes :

- un équipement d'alarme de type 2b avec asservissement des portes d'encloisonnement des escaliers et de recoupement ;
- un éclairage de sécurité par blocs autonomes ;
- un désenfumage naturel des escaliers ;
- une chaufferie alimentée au gaz ;
- un ascenseur desservant le rez-de-chaussée au 3<sup>e</sup> étage ;
- une porte automatique coulissante dans le sas d'entrée principale.

Préalablement à la visite, le groupe de visite a pris connaissance des documents suivants :

- le registre de sécurité ;
- les rapports de vérifications périodiques établis par l'organisme agréé Dekra concernant :
  - les installations électriques en date du 17 décembre 2016 ;
  - les installations de gaz en date du 25 janvier 2017 ;
  - l'ascenseur en date du 19 décembre 2017 .
  - la porte automatique coulissante en date du 16 juin 2016 ;





L'an deux mille dix-sept

Le lundi quinze mai

A quatorze heures

*Poursuivant le procès-verbal*

Au cours de la visite, le groupe de visite a fait procéder aux essais suivants en situation de coupure de l'alimentation électrique normale de l'équipement d'alarme ayant entraîné la fermeture des portes d'encloisonnement des escaliers :

- éclairage de sécurité au rez-de-chaussée, dans le gymnase et dans l'escalier principal ;
- ouverture de l'ouvrant de désenfumage de l'escalier principal ;
- action sur un déclencheur manuel situé dans l'amphithéâtre du rez de chaussée entraînant l'alarme générale sonore (après temporisation de cinq minutes) dans établissement accompagné d'un message vocal préenregistré diffusé dans l'amphithéâtre ;
- action sur le déclencheur manuel de proximité de la porte automatique coulissante du sas d'entrée ;
- action sur le déclencheur manuel de proximité de déverrouillage de la porte extérieure du sas d'entrée équipée de ventouses électromagnétiques ;

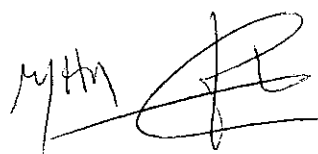
Le résultat de ces essais s'est révélé satisfaisant à l'exception de l'ouverture de la porte automatique coulissante du sas d'entrée et du fonctionnement de certains blocs d'éclairage de sécurité.

Le groupe de visite constate la présence d'une tête de détection incendie (avec report à l'accueil) dans les archives du CDI dans les combles, indépendante de l'équipement d'alarme de type 2b.

Le groupe de visite a constaté par ailleurs que les mesures prescrites dans le procès-verbal du 11 mai 2012 ont été réalisées, à l'exception des prescriptions n° 3, 5 et 6.

A l'issue de la visite, le groupe de visite propose d'émettre un **AVIS FAVORABLE** à la poursuite de l'exploitation de l'établissement et de demander la réalisation des mesures de sécurité suivantes :

1. Maintenir ouverte en présence du public la porte coulissante du sas d'entrée dans l'attente de la remise en état de fonctionnement de son boîtier de proximité.
2. Interdire l'utilisation de l'ascenseur accessible au public dans l'attente de la vérification des organes de sécurité (parachute, câbles ...) par un technicien compétent ;





□  
PREFECTURE DE POLICE  
DIRECTION DES TRANSPORTS  
ET DE LA PROTECTION DU PUBLIC

GROUPE DE VISITE  
DE LA PREFECTURE DE POLICE

ECOLE NATIONALE DU GENIE  
RURAL DES EAUX ET FORETS  
ENGREF  
19 AVENUE DU MAINE  
75015 PARIS

L'an deux mille dix-sept  
Le lundi quinze vendredi onze mai  
A neuf heures trente

*Poursuivant le procès-verbal*

3. Faire procéder à la vérification quinquennale de l'ascenseur par un organisme agréé, et annexer au registre de sécurité les attestations de levées de réserve correspondantes.
4. Supprimer tout stockage de matériaux ou mobilier divers dans le volume des escaliers, en particulier dans l'escalier principal au 1<sup>er</sup> sous-sol.
5. Équiper les locaux de réserve donnant directement dans le volume des cages d'escalier d'un ferme porte.
6. Équiper d'un ferme-porte et d'un sélecteur de fermeture les portes à double vantaux, notamment celles du CDI au 4<sup>e</sup> étage donnant sur l'escalier principal.
7. Assurer le bon fonctionnement des blocs autonomes d'éclairage de sécurité, notamment dans le gymnase.
8. Identifier la destination de l'ensemble des locaux par une signalétique appropriée.
9. Déposer les téléphones hors service situés dans les circulations d'étage.
10. Lever les observations contenues dans les rapports de l'organisme agréé précités.
11. Tenir à jour le registre de sécurité et y annexer la levée des réserves des rapports précités.

Et les membres du groupe de visite signent avec nous le présent procès verbal.

Le groupe de visite

Dont acte clos à 17 H 00 et transmis à Monsieur le préfet de police.